

LIENS D'ENTÊTE MASQUÉS  
pour des raisons esthétiques

## Bleu, S3ns : pourquoi les offres Cloud de confiance seront certainement soumises au Cloud Act

Une étude commandée à un cabinet d'avocats américain par le ministère de la Justice des Pays-Bas sur le Cloud Act, conclut que les entités européennes peuvent être soumises à cette loi extraterritoriale même si leur siège social n'est pas aux Etats-Unis. Elle précise même que le Cloud Act s'applique aussi quand un fournisseur de cloud européen utilise du hardware ou un logiciel américain, ce qui est le principe même des futures offres de « Cloud de confiance » Bleu (les technologies de Microsoft proposées par Orange et Capgemini) et S3ns (celles de Google avec Thales). L'étude, dont les analyses sont validées par plusieurs experts du droit du numérique consultés par La Tribune, contredit donc la communication du gouvernement français ainsi que celles de Bleu et de S3ns. Elle pointe surtout un risque pour les opérateurs d'importance vitale (OIV), les opérateurs de services essentiels (OSE) et les administrations invités à souscrire sans attendre à ces offres.



Réservé aux abonnés

Powered by ETX Studio(<https://hubs.ly/Q019HQ2Y0>)

00:00/00:00



Sylvain Rolland (/journalistes/sylvain-rolland-188)

30 Août 2022, 18:38



Pour que tous vos dimanches ressemblent enfin à des dimanches



Offres d'abonnements Spécial Lancement

Je découvre



(Crédits : iStock)

Nouvelle claque pour le gouvernement français (<https://www.latribune.fr/technos-medias/internet/cloud-de-confiance-le-depute-philippe-latombe-attaque-le-projet-de-google-et-thales-s3ns-aupres-de-la-cnll-et-de-l-anssi-924750.html>) et sa stratégie très controversée de « Cloud de confiance ». Suffit-il de posséder un siège social en France ou en Europe et de couper tout lien capitalistique avec les Etats-Unis pour être protégé contre le Cloud Act, même en vendant une offre basée sur des technologies américaines ? Non, tranche une étude réalisée par le bureau européen du cabinet d'avocats américain Greenberg Traurig LLP (<https://www.ncsc.nl/documenten/publicaties/2022/augustus/16/cloud-act-memo>), pour le compte du ministère de la Justice et de la Sécurité des Pays-Bas, et rendue publique le 26 juillet dernier.

Le gouvernement néerlandais souhaitait savoir si le Cloud Act, une législation extra-

**Pour que tous vos dimanches ressemblent enfin à des dimanches**



Offres d'abonnements Spécial Lancement